

Application de l'article 51 du Règlement d'Ordre intérieur du Conseil communal.
Interpellation de A. LARIDON, Conseiller communal, relative à la grève des travailleurs du CPAS.

A. LARIDON donne lecture du texte suivant :

A. LARIDON geeft lezing van de volgende tekst:

“Vous demandez du respect mais d’abord il faut en donner”. Ceci est la phrase, mot pour mot, que vous avez prononcée, Monsieur le Bourgmestre, devant les 60 travailleurs du CPAS d’Anderlecht venus vous rencontrer le 7 Janvier durant leur journée de grève.

Cela fait des années que les travailleurs du CPAS demandent du respect. Du respect pour leur travail mais aussi des mesures concrètes pour améliorer leurs conditions de travail et renforcer notre système de solidarité fondamental qu’est le CPAS. Une jeune travailleuse me disait qu’ils ont facilement plus de 200 dossiers par assistant social à devoir traiter. Deux autres jeunes travailleuses, me disaient que la pression et la difficulté du travail étaient telles qu’elles étaient “heureuses” d’avoir déjà réussi à tenir un an au travail. Elles me disaient aussi qu’elles partent en vacances la boule au ventre car elles savent qu’au retour la pile de dossiers à gérer n’aura fait qu’augmenter.

Début décembre, le front commun syndical a envoyé un plan d’urgence avec des dizaines de mesures à court terme, à prendre d’urgence, pour soutenir les travailleurs et le CPAS. Jusqu’à la grève des travailleurs le 7 janvier, la direction du CPAS ne leur avait rien répondu. Les travailleurs du CPAS sont les mieux placés pour connaître les mesures nécessaires pour améliorer leurs conditions de travail et pour renforcer notre CPAS. Alors, pourquoi ne pas les écouter ?

Parmi ces mesures il y a des points évidents comme la division par quartier des zones que chaque assistant social doit gérer. Un travailleur, me disait que le lendemain de la grève il avait déjà 14 visites de prévues sur toute la commune, allant de Cureghem à Marius Renard. Au-delà de la pénibilité de ce travail, il me disait qu’ils veulent avant tout par cette division par quartier pour être encore plus efficaces pour les bénéficiaires et pouvoir traiter plus de dossier. Cet exemple montre encore une fois tout le courage de nos travailleurs du CPAS qui ne demandent qu’à être respectés, écoutés et soutenus.

Mes questions sont les suivantes:

- Pourquoi le Collège et la direction du CPAS n'ont-ils pas répondu à la lettre et au plan d'urgence demandé par les syndicats ?
- Maintenant que vous avez dû l'entendre, allez-vous appliquer ces mesures d'urgence pour aider les travailleurs du CPAS ?

Enfin, lors du dernier Conseil communal vous avez rappelé, de manière correcte, que nous ne recevons pas assez d'argent de la Région face aux besoins de notre Commune et du CPAS.

La question du groupe « PTB » est la suivante:

- Le Collège, qui dit soutenir les travailleurs de la Commune, va-t-il allier les actes aux paroles en portant la voix des travailleurs auprès de la Région et en demandant une aide d'urgence à la hauteur des besoins ?

Monsieur le Bourgmestre donne lecture de la réponse suivante :

De heer burgemeester geeft lezing van de volgende antwoord :

Nous sommes nombreux à saluer le courage des assistants sociaux du CPAS parce qu'ils sont en première ligne face à la précarité grandissante de notre population. On sait à quel point leur mission est difficile, de manière générale, de même que dans tout les métiers dits de « première ligne », car, notamment, le nombre de dossiers augmente de manière galopante. La difficulté, et le problème n'est pas nouveau, est de trouver des personnes pour renforcer ces équipes de première ligne. De par le passé, nous avons déjà dégagé des moyens mais, malheureusement, on ne trouve pas d'assistants sociaux pour exercer cette mission, probablement par ce qu'elle est difficile et que les salaires sont plus élevés en Flandres et en Wallonie.

Lorsque les syndicats ont envoyé leur courrier à la mi-décembre, on s'est une fois de plus saisi de cette problématique et mis en place des groupes de travail avec la Région. Solliciter la Région se fait de manière très régulière, plus particulièrement maintenant pour dégager encore plus de moyens. Je demandais du respect de part et d'autre parce que, contrairement à ce qui a pu être écrit dans la presse, la manifestation n'était pas devant la porte de mon bureau dans lequel je mettais soit disant caché. En réalité, la manifestation s'est déroulée devant à la porte de la salle du Conseil où nous étions justement réunis avec les services du CPAS, ceux de la Commune, les services financiers et l'inspecteur régional, pour justement dégager des moyens d'urgence.

Alors oui, lorsqu'on travaille à trouver les solutions, il faut une part de respect. Tout comme le « PTB », sommes attachés à la qualité des relations sociales passant par les dialogues permanents avec les syndicats. Avant la réunion dont je faisais état, j'ai reçu les syndicales avec G. WILMART, nouveau président du CPAS, dans un dialogue constructif. Lorsque je demandais du respect, c'était par rapport au débordement qui avait lieu et qui a contourné d'une certaine manière les relations structurelles entamées avec les syndicats. A ce jour, le dialogue continue, nous négocions et discutons, mesure par mesure, de ce que les syndicats ont proposé.

A. LARIDON sait qu'un budget et des moyens ont été mis à disposition pour engager de nouveaux assistants sociaux, mais pour l'instant, on n'arrive pas à pallier l'insuffisance de personnel. Il y a effectivement l'argument du salaire mais il faut aussi

se demander pourquoi les assistants ne restent pas. C'est parce que les conditions de travail au CPAS d'Anderlecht sont exécrables, les travailleurs le disent depuis des années ! Les syndicats et les travailleurs ont proposé un plan concret de plus d'une dizaine de mesures visant à améliorer directement, en urgence, les conditions de travail. Si on les met en place, on aura déjà beaucoup plus de facilité à engager de nouveaux assistants sociaux parce qu'on montrera un signal qu'on a justement envie d'offrir des conditions de travail dignes à ces travailleurs qui sont vraiment fondamentaux au sein du CPAS. Donc, améliorer les conditions de travail peut être déjà fait de manière très concrète. Quant au respect et aux débordements, les travailleurs se sont sentis obligés de se rendre à la Maison communale pour parler au Bourgmestre. Ils ont organisé un « sitting » d'une heure car ils avaient préalablement envoyé une délégation désireuse de parler au Bourgmestre, ce qui n'a pas trouvé de réponse. Justement, ce que les travailleurs appellent « respect » c'est de discuter avec eux, d'être à leur écoute et d'appliquer les mesures qu'ils demandent !

Monsieur le Bourgmestre insiste sur le fait que la réunion qui était en cours au moment de la manifestation s'est soldée sur l'obtention de 1 million d'Euros pour financer les mesures demandées par les syndicats, mesures actuellement négociées avec le Président et la direction du CPAS.

A. LARIDON se demande à quoi va servir ce montant ? Selon les autorités, il faut que cela serve à financer une cellule anti-fraude et pour améliorer la sensibilisation et la formation des travailleurs, pour qu'ils commettent moins d'erreur. Mais ce n'est pas ce que demandent les travailleurs, raison pour laquelle ils ont continué leur action !